



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°6 – du 11 au 17 février 2022

En bref

- UK Finance exprime des inquiétudes par rapport à la réforme, dite « consumer duty », sur la protection du consommateur de services financiers et préconise une plus longue période de mise en œuvre.
- Les régulateurs britanniques mettent en garde les banques contre l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'analyse des demandes de prêt, notamment pour éviter une discrimination envers les minorités.
- Les autorités de régulation britanniques ont évalué le protocole d'accord (Memorandum of

LE CHIFFRE À RETENIR

3,8%

La hausse des prix immobiliers entre le T3 et le T4-2021 au RU

Understanding) relatif aux systèmes de paiement au Royaume-Uni, déclarant que la coopération fonctionne bien mais que certaines améliorations pourraient être apportées, notamment pour le partage de données.

- Au cours du mois de janvier 2022, le nombre de salariés au RU a augmenté de 108 000 (+0,4% par rapport au mois précédent), portant l'effectif salarié total à 29,5 M soit 4,8% au-dessus du niveau de janvier 2021.



Actualité macro-économique

Le **PIB** du Royaume-Uni a augmenté de **1,0 %** au cours du dernier trimestre de 2021, portant la croissance annuelle à **7,5% après une récession de 9,4% en 2020** – Par ailleurs, l'activité a reculé en décembre de 0,2%, probablement en raison des inquiétudes et mesures additionnelles liées au variant Omicron. Enfin, le niveau du PIB britannique au T4-2021 reste inférieur de 0,4% à celui observé avant le début de la crise sanitaire.

L'**investissement** des entreprises a progressé de **0,9 %** lors du dernier trimestre de 2021 – L'investissement dans les équipements de transport (+ 60% au T4-21, mais -21% sur l'ensemble de l'année) est le seul contributeur à cette progression trimestrielle. Au total, l'investissement des entreprises britanniques reste 12% en deçà de son niveau de 2019, pré-covid.

L'**inflation** atteint un niveau record de **5,5% en janvier en glissement annuel, après 5,4% en décembre** – La hausse des prix concerne un large bouquet de biens (avec un effet lié à de moindres ristournes commerciales, en raison de stocks limités) et de services. L'inflation sous-jacente (c'est-à-dire sans l'énergie, le tabac, l'alimentation et l'alcool) ressort, elle, en hausse de 4,4%, contre 4,2% en décembre. Pour mémoire, dans ses dernières prévisions, la Banque d'Angleterre prévoit un pic d'inflation en avril prochain à 7,25% (loin de la cible de 2%), lorsque le plafond sur les prix énergétiques subira une nouvelle hausse de 54%.

Le **chômage** enregistre une baisse de **0,2 pp en décembre** – Il ressort ainsi à 4,1%, selon l'ONS. En revanche, le taux d'inactivité a cru de 0,1 pt de pourcentage atteignant 21,2 %

(+1 pp par rapport à la pré-crise), tandis que la proportion d'individus disant ne pas chercher d'emplois a également progressé à près de 81% en décembre. Enfin, le nombre d'emplois vacants a atteint un nouveau record en janvier 2022 avec 1 298 400 offres contre 513 700 avant le déclenchement de la crise sanitaire, en particulier dans l'hôtellerie-restauration. La dynamique des offres non pourvues semble pour autant ralentir dans les secteurs manufacturiers (+9,6% entre novembre et janvier), par rapport au trimestre précédent (près de +25%).

La **rémunération moyenne des salariés britanniques** a cru de près de **4% en rythme annuel au T4-2021** – En termes réels, cela correspond à une contraction des salaires de 0,8% compte tenu de l'inflation sur la période (et -1,2% sur le seul mois de décembre).

Actualité commerce & investissement

Selon un **rapport** du think-tank néolibéral *Institute for Economic Affairs*, une reconnaissance unilatérale par le Royaume-Uni des normes et standards des pays tiers permettrait de maximiser les bénéfices de la politique commerciale post-Brexit – Plus précisément, le rapport estime que le critère de réciprocité en matière réglementaire, permettant d'assurer le respect des règles britanniques par les pays tiers, entrave les échanges commerciaux, provoquant ainsi une hausse des coûts de production. En préconisant l'abandon du critère de réciprocité qui bénéficierait au

consommateur par une baisse des prix, le rapport préconise cette solution pour le cas de l'UE eu égard à la similarité des réglementations qui permettrait, par ailleurs, d'atténuer les tensions liées au Protocole nord-irlandais.

Les gouvernements britannique et écossais annoncent la création de deux nouveaux ports francs (« [Green Freeports](#) ») – Depuis la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE, la multiplication des ports francs s'inscrit dans la stratégie gouvernementale du « levelling-up » ayant pour ambition de réduire les déséquilibres économiques régionaux, et de « Global Britain ». Pour mémoire, en 2021, la création de huit ports francs a été annoncée par le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak. En tant que *green freeports*, ces deux nouveaux hubs devront poursuivre les engagements Net Zero en vue d'atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici 2045. En outre, le gouvernement britannique s'engage à apporter un soutien financier à hauteur de 52M£. L'appel d'offre sera publié au printemps et l'ouverture des deux sites est prévue pour le printemps 2023. Une initiative similaire au Pays de Galle pourrait être officialisée prochainement.

Les négociations sur le Protocole nord-irlandais se poursuivent – Consécutivement à la troisième rencontre du vice-président de la Commission européenne, Maros Sefcovic et la ministre britannique aux affaires étrangères, Liz Truss, le communiqué conjoint fait état de la nécessité de poursuivre les discussions dans l'intérêt de la population nord-irlandaise, indiquant que les discussions techniques se dérouleront dans les prochains jours. Pour mémoire, en l'état actuel, le protocole nord-irlandais prévoit que toute marchandise en provenance de la Grande-Bretagne et à destination de l'Irlande du Nord doit respecter les formalités douanières et les

certificats sanitaires européens. Selon la presse, le gouvernement britannique serait prêt à accepter des contrôles (mais dans une moindre mesure que la proposition initiale européenne). En octobre dernier, l'UE avait proposé un allègement avec l'instauration d'un formulaire douanier unique par chargement pour les marchandises destinées à rester à l'intérieur de l'Irlande du Nord. Liz Truss avait déclaré quelques semaines auparavant la volonté de trouver un compromis d'ici fin février.

Selon la presse, Crawford Falconer, conseiller en chef des négociations commerciales du Royaume-Uni, se serait montré hésitant à l'égard des négociations commerciales avec l'Inde – Plus précisément, ses préoccupations seraient justifiées par la crainte que l'accord intérimaire entre les deux pays comporte des concessions trop larges affaiblissant la volonté conjointe de conclure un accord final. Cependant, C. Falconer a démenti ses allégations estimant que « toute négociation est compliquée ».

Actualité financière

1. Réglementation financière et Marchés

Le gouverneur de la BoE plaide pour une équivalence permanente des chambres de compensations britanniques – Cette déclaration de M. Bailey dans un [discours](#) prononcé devant la City intervient quelques jours après que l'UE ait prolongé de trois ans la décision temporaire d'équivalence sur les chambres de compensation (CCP). Les standards de régulation sur les CCP seraient,

pour lui, équivalents et légitimeraient une autorisation sans limite de temps. Enfin, A. Bailey a annoncé qu'ils continueraient de travailler en étroite collaboration avec les autorités de l'UE pour gérer les risques liés aux chambres de compensation.

La FCA pousse les prestataires de service « buy now, pay later » à revoir les [conditions](#) qui pourraient nuire aux consommateurs, alors que les inquiétudes concernant ces produits commencent à s'intensifier – Le marché britannique du BNPL a quadruplé en 2020, pour atteindre 2,7Mds£, avec certaines études situant la taille du marché en 2021 à 5,7Mds£. Ces systèmes s'apparentant à des micro-prêts mais ne tombant pas sous la même régulation profitent actuellement d'un vide juridique. Dans le cadre global de sa politique de protection des consommateurs, le régulateur financier britannique s'inquiète que ces solutions de paiement différé de plus en plus utilisées ne favorisent des situations de surendettement chez les ménages les plus vulnérables. D'après la FCA, la coopération actuelle des principaux prestataires de BNPL a permis d'améliorer certaines pratiques, les entreprises ayant modifié leur approche notamment en ce qui concerne les facturations et l'information donnée aux clients. Cette intervention du régulateur intervient en amont de la publication prochaine de propositions du gouvernement pour encadrer ces produits, dans le prolongement d'une [consultation](#) achevée début janvier 2022.

Quelques mois après avoir refusé l'agrément de [Binance](#), plateforme d'échanges de cryptomonnaies, la FCA s'inquiète que celle-ci ait trouvé un accord pour obtenir l'accès à un réseau de paiement britannique – Selon le Financial Times, l'accord avec le groupe Paysafe, coté en bourse aux États-Unis et

dont les opérations sont supervisées par la FCA, constitue une étape vers le rétablissement des liens entre Binance et le système financier britannique. Binance a perdu l'accès au réseau britannique « Faster Payments » l'été dernier après que la FCA lui a ordonné de cesser toute activité réglementée dans le pays, la plateforme ayant manqué de répondre à certaines questions réglementaires. L'autorité de régulation n'a pas le pouvoir d'empêcher un accord de ce type, malgré l'inquiétude générée. Néanmoins, Binance a déclaré qu'elle prévoyait de renouveler ses efforts pour obtenir un agrément au Royaume-Uni.

Le Trésor britannique publie sa [réponse](#) à la consultation sur la réglementation des fonds lancée l'année dernière – Le gouvernement rappelle son soutien à l'introduction, en cours, d'un véhicule d'investissement dans des classes d'actifs illiquides (long term asset fund, LTAF). Par ailleurs, il est notamment proposé de rendre la fiscalité des fonds plus simples et plus efficace. Les autorités s'intéresseront également à la TVA des services de gestion de fonds, jugée trop élevée. Enfin, les autorités ont également confirmé qu'une consultation serait lancée dans le courant de l'année sur l'élargissement de la distribution du LTAF à certains investisseurs particuliers.

2. Audit

La réforme de l'audit, dont le chantier a démarré il y a plus de trois ans, devrait être présentée dans les semaines à venir selon le [FT](#) – Les propositions devraient concerner notamment le *Financial Reporting Council*, l'organisme britannique de réglementation de l'audit et de la comptabilité, remplacé par un nouvel organisme de surveillance

doté de pouvoirs accrus pour contrôler les dirigeants d'entreprise, appelé *Audit Reporting and Governance Authority*. En outre, la réforme devrait obliger les principaux cabinets d'audits à confier une partie de leur travail à des cabinets plus petits afin de leur permettre de croître et d'améliorer la concurrence, le secteur étant actuellement dominé par 4 entreprises (*Big Four*). Les réformes devraient être présentées dans le discours de la reine en mai, qui établit le calendrier législatif pour la session parlementaire 2022-23.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international